

• *Opposition*

# POURQUOI L'OPPOSITION A-T-ELLE REFUSÉ D'ENTRER AU GOUVERNEMENT ?

Après avoir dit oui dans un premier temps, l'opposition a finalement décliné l'offre du président concernant son entrée dans un gouvernement qui, de ce fait, aurait été d'union nationale.

Gouvernement bis ou gouvernement de vieux-jeunes, les commentaires vont bon train depuis la formation du nouveau gouvernement dit « Duncan III ». On observe en tout cas toujours l'absence de l'opposition. Et pourtant, toutes les dispositions avaient été prises pour que des cadres issus de la classe politique de l'opposition, notamment du Front populaire ivoirien (FPI), fassent leur entrée dans ledit gouvernement. Cette hypothèse était considérée comme une avancée visant à « décriper le climat social » et faire tomber définitivement le mur de la méfiance existant entre le parti au pouvoir et l'opposition.

Mais contre toute attente, le leader de l'opposition Pascal Affi N'Guessan et ses hommes se sont désistés à la dernière minute, contraignant ainsi le président Ouattara à maintenir plusieurs membres de l'ancienne équipe gouvernementale. Un attelage qui alimente une certaine polémique entre les Ivoiriens, qui reprochent en effet au chef de l'État de ne composer qu'avec des personnes qui vont

totaliser en moyenne dix ans dans le gouvernement, comme si, à l'exception de ces personnalités, il n'existait pas d'autres cadres compétents.

## *La raison réelle du choix du président Ouattara*

Selon des sources bien introduites, l'ossature de l'équipe gouvernementale actuelle n'est pas celle qui avait été initialement arrêtée par Alassane Ouattara avec son allié Henri Konan Bédié. Dans la première monture, le FPI du président Pascal Affi N'Guessan devait en faire partie. Malheureusement, à la veille de la proclamation du gouvernement le 11 janvier, l'opposition a fait faux bond. Un acte dicté par le refus de cautionner le projet de modification de la Constitution ivoirienne. Or, la présence de cette formation au sein du gouvernement aurait facilité à Alassane Ouattara la conquête d'une majorité d'Ivoiriens pour obtenir un « Oui » en vue de la modification de la Constitution. Autre raison du refus, le FPI craint que cette modification de la Constitution n'autorise le président réélu à se présenter pour un troisième mandat. « Notre pays doit se doter d'une nouvelle Constitution qui tire les leçons de notre histoire, tout en tenant compte de notre vision pour notre nation. L'avis du peuple sera donc sollicité, à travers un référendum, afin d'extirper de notre Constitution actuelle les articles confligènes. Cette réforme visera également à adapter notre Constitution à l'évolution de notre société et à assurer une plus grande cohérence au niveau des institutions », a affirmé à maintes reprises Alassane Ouattara, convaincu que seule l'entrée du principal parti de l'opposition au gouvernement garantirait le succès d'une telle consultation populaire. « Si le FPI avait fait son entrée au gouvernement, le référendum à venir aurait pu être une simple formalité. Et le schéma de la formation d'un gouvernement ra-

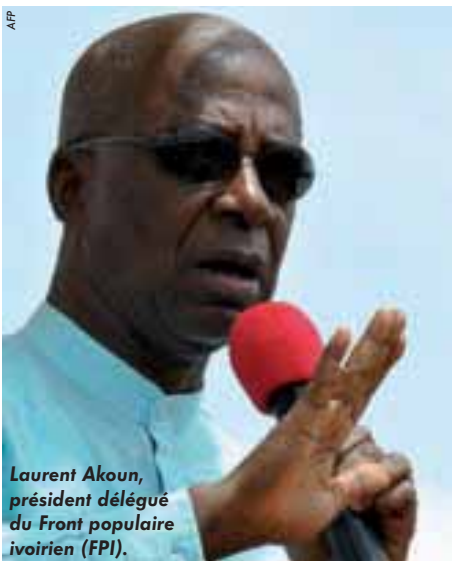
jeuni voulu par le président Ouattara serait devenu une réalité », analyse un des proches du chef de l'État.

## *Le réveil tardif des radicaux du FPI*

Ce refus par l'opposition de la main tendue de la majorité présidentielle intervient au moment où l'on assiste à un retour dans le jeu politique de l'aile du FPI incarnée par Laurent Akoun. Celui-ci a informé la communauté nationale et internationale de la participation de cette aile dissidente du FPI aux prochaines élections législatives et locales. Mais à condition, prévient-il, que les élections soient justes et transparentes. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les frondeurs du FPI se réveillent. Certes, un réveil tardif, mais toujours est-il qu'ils ont pris la résolution de mettre fin à la politique de la chaise vide en prenant part aux débats au Parlement, où le parti compte encore quelques députés. Ces partisans de Laurent Gbagbo ont enfin compris que la politique de la chaise vide ne paie pas. Que pour être un contrepoids, comme ils l'admettent aujourd'hui, « il faut être dans le jeu politique, en prenant part à tous les processus électoraux, en ayant des représentants à tous les postes électifs, en siégeant au Parlement ».

Ces frondeurs du FPI ont aussi compris que leur stratégie, depuis le transfert de leur leader Laurent Gbagbo à La Haye, à savoir la posture de « belligérance vis-à-vis du pouvoir » adoptée lors du dernier recensement de la population et de l'habitat, puis lors de la dernière présidentielle de 2015, et qui se résumait à « Gbagbo ou rien » les a conduits à se faire prendre à leur propre piège dans la mesure où leur refus de participer aux élections politiques n'a altéré en rien l'action des autorités, dont le mandat a été renouvelé à travers la présidentielle d'octobre dernier.

Honoré Kouassi



Laurent Akoun, président délégué du Front populaire ivoirien (FPI).